

Désobéir pour le vivant

La désobéissance a mauvaise presse. Ce terme évoque l'enfant qui refuse d'écouter ses parents et le déserteur qui fuit lâchement ses obligations militaires. La désobéissance aurait d'ailleurs de fâcheuses conséquences : en croquant le fruit défendu, Adam et Eve firent peser sur l'humanité le fardeau du péché originel. Enfin, on se dit que, si chacun n'en fait qu'à sa tête, s'il suffit qu'une loi me déplaise pour que je sois autorisé à la transgresser, le vivre-ensemble deviendra vite impossible. Pour fonder une communauté, il faut des règles auxquelles on se plie, qu'on soit ou non d'accord avec elles. Qui plus est, nous vivons désormais en démocratie où, contrairement aux régimes autoritaires, les règles sont le fruit de la volonté majoritaire. Elles ont été élaborées par des législateurs régulièrement élus. En plus d'être un fauteur de trouble qui sape les bases de la collectivité, le désobéissant serait ainsi un mauvais citoyen qui rompt le contrat social.

Faut-il en conclure que ceux qui subtilisent les chaises d'une banque investissant dans les énergies fossiles constituent de dangereux hors-la-loi ? Les individus qui se perchent dans des arbres afin d'empêcher la destruction d'une forêt sont-ils des écoterroristes à mettre hors d'état de nuire ? Démontez un McDonald ou entravez la circulation d'un train transportant du combustible nucléaire fait-il de vous un délinquant ? Une mairie qui investit dans les énergies renouvelables en faisant fi des contraintes budgétaires imposées par les dogmes austéritaires doit-elle passer sous la tutelle de l'Etat ? Si je bâtis ma yourte sans respecter le plan local d'urbanisme ou que je cultive des semences que les financiers ont réussi à faire interdire, la police peut-elle me déloger et me priver de mon potager ?

Il n'y a pas de juste milieu, pas de place pour les postures tièdes et ambiguës. Soit on considère ceux qui désobéissent pour le vivant comme des fossoyeurs de la démocratie, soit, au contraire, ils sont l'incarnation exemplaire d'une citoyenneté active qui ne se limite pas au fait de glisser un bulletin dans une urne une fois tous les cinq ans. Il n'y a pas de mal à voter. Mais il faut mesurer combien cet acte est insuffisant. Si je vote pour un candidat écologiste mais que le vainqueur de l'élection subventionne massivement l'industrie pétrolière, vais-je m'en tenir là et rentrer docilement chez moi en attendant le prochain scrutin ? Ou, sachant que l'urgence climatique est désormais absolue, vais-je agir, avec d'autres, pour faire pression sur le gouvernement et les multinationales, jusqu'à ce qu'ils abandonnent leurs projets les plus néfastes ? Vais-je me contenter d'exprimer mon opinion, à savoir que la vie vaut plus que les profits, ou vais-je lutter avec radicalité pour que cette opinion devienne réalité, pour que nous évitions la catastrophe ? Se joue ici le fait de mettre mon comportement en conformité avec mes convictions. Si je tiens réellement au vivant, je dois le prouver en défiant les puissances qui le détruisent et en transgressant les lois que ces puissances édictent pour préserver leurs intérêts.

En théorie, les lois – qui autorisent les pesticides cancérigènes, l'élevage intensif, la déforestation, l'accentuation du trafic aérien, qui organisent la libre circulation des marchandises aux quatre coins du globe donc l'émission massive de gaz à effet de serre – sont le fruit de la volonté populaire. En pratique, elles sont pré-rédigées par les lobbies de l'agroalimentaire et des industries polluantes qui, par des moyens plus ou moins légaux, plus ou moins subtils, plus ou moins visibles, font passer leurs intérêts particuliers pour l'intérêt général. Souvenons-nous de Montaigne : « Ne pouvant faire qu'il soit force d'obéir à la justice on a fait qu'il soit juste d'obéir à la force. Ne pouvant fortifier la justice on a justifié la force ». C'est avec la bénédiction des lois que perdure l'exploitation des humains et de la

nature. Et c'est par excès d'obéissance qu'ont été commises les pires atrocités du XX^e siècle – guerres mondiales et génocides. Ce même excès pourrait faire du XXI^e siècle celui de la sixième extinction de masse.

En Europe, malgré quelques voix dont il ne faut pas sous-estimer le potentiel dévastateur, la réalité du dérèglement climatique fait globalement consensus. La responsabilité des activités humaines également. Les désaccords surgissent lorsqu'il s'agit de définir précisément les activités nocives. Ici, et de manière certes schématique, on peut distinguer ceux qui mettent l'accent sur la responsabilité individuelle et ceux qui, sans nier l'importance de fermer le robinet et d'éteindre la lumière, refusent de mettre tout le monde sur le même plan. En France, les très riches émettent quarante fois plus de carbone que les pauvres (mais, en proportion de leurs revenus, les pauvres paient quatre fois plus la taxe carbone). A l'échelle planétaire, cent multinationales sont responsables de 70% des émissions de gaz à effet de serre. D'où ces slogans brandis sur les pancartes lors des marches pour le climat : « Les petits pas ne suffisent pas » ; « Si le climat était une banque, ils l'auraient déjà sauvées » ; « Changeons le système, pas le climat ».

La prise de conscience des causes structurelles du dérèglement climatique est une heureuse nouvelle. Car pour administrer le bon remède, encore faut-il avoir dressé le bon diagnostic. Recycler nos déchets et consommer localement est impératif, mais insuffisant. Il faut contraindre les entreprises polluantes et les Etats qui leur accordent l'impunité. Nous sommes responsables de l'irresponsabilité de nos gouvernants. Gandhi l'avait compris : « Le gouvernement n'a aucun pouvoir en dehors de la coopération volontaire ou forcée du peuple. La force qu'il exerce c'est notre peuple qui la lui donne entièrement. La question que nous avons devant nous est par conséquent d'opposer notre volonté à celle du gouvernement ou, en d'autres termes, de lui retirer notre coopération ». Notre passivité est une complicité. Martin Luther King ajoutait : « Ce qui m'effraie, ce n'est pas l'oppression des méchants, c'est l'indifférence des bons ».

Nul ne désobéit par plaisir. On s'y résout en derniers recours, lorsque les moyens de contestation légaux ont montré leur inefficacité. Quand le pouvoir reste sourd à nos votes, à nos pétitions, à nos manifestations, à nos recours en justice, il reste une ultime cartouche : la désobéissance. Désobéir, c'est prendre des risques personnels. On met en jeu sa réputation. On s'expose à la répression et à la sanction. Mais, comme le disait Henry David Thoreau (1817-1862), qui refusa de payer ses impôts afin de ne pas cautionner la politique esclavagiste de l'Etat du Massachusetts, il m'est moins pénible de subir l'épreuve de la prison que de transiger avec mes principes. La désobéissance procède d'une fidélité à soi-même, d'une révolte face à l'insoutenable, d'un attachement viscéral à la liberté. Plutôt mourir debout que de vivre à genoux. Je désobéis pour ma liberté, mais aussi pour celle d'autrui, car nul n'est libre tant qu'il reste un esclave à la surface de la Terre.

La désobéissance a souvent servi la cause de l'égalité entre les humains : les suffragettes brûlèrent des terrains de golf, des églises et des bureaux de vote réservés aux hommes pour obtenir l'égalité des sexes, Rosa Parks refusa de céder sa place à un blanc pour mettre un terme à la ségrégation raciale, les militants d'Act Up recouvrirent l'obélisque de la Concorde avec un préservatif géant pour que l'Etat agisse face à l'épidémie du sida, les parents d'élèves du Réseau Education Sans Frontière cachent à leur domicile des familles de sans-papiers afin d'empêcher leur expulsion, les militants du droit au logement ouvrent des squats pour sans-abris. Or, depuis quelques années, l'usage de la désobéissance civile s'étend à une nouvelle cause, celle du vivant. L'enjeu ne concerne plus uniquement l'égalité entre humains (hommes et femmes, blancs et non-blancs, hétéros et homos, etc.). L'attention est désormais portée aux animaux, aux végétaux et même aux minéraux.

Des végans pénètrent illégalement dans des abattoirs afin de diffuser les vidéos, choquantes, des pratiques d'élevage industriel. Les anti-corridas entrent dans l'arène afin d'interrompre ce spectacle morbide. Les zadistes occupent les bocages pour préserver la faune et la flore menacées par de grands projets inutiles et imposés. Des écologistes envahissent les centrales nucléaires et les mines de charbon. Ces actions, qui constituent généralement des entraves à la propriété privée, donc de la désobéissance, sont non-violentes. Elles font signe vers un même horizon : la fin du grand partage entre nature et culture, la redéfinition du rapport entre humains et non-humains. Ce clivage a structuré la civilisation européenne depuis trois millénaires. Il se manifeste aussi bien dans la mythologie grecque, où les hommes doivent leur supériorité au fait que Prométhée leur ait accordé l'art de manier le feu, dans la Bible, où l'homme est au-dessus des autres créatures parce qu'il a été créé à l'image de Dieu, et dans la philosophie de Descartes, qui enjoint ses semblables à devenir « comme maîtres et possesseurs de la nature ». Un imaginaire alternatif est en cours d'invention, comme en témoigne ce slogan aperçu à Notre-Dame-des-Landes : « Nous ne défendons pas la nature. Nous sommes la nature qui se défend ».

Tous ne nomment pas le mal de la même façon : capitalisme, productivisme, industrialisme, scientisme, anthropocentrisme, spécisme, progressisme, etc. Les analyses divergent quant aux causes profondes du dérèglement climatique. Mais ces divergences n'empêchent pas d'agir dans une direction commune. *Désobéir pour le vivant* n'est pas un mot d'ordre auxquels j'exhorte mes contemporains. C'est le mouvement réel *déjà* en branle à travers une foultitude de résistances dont j'ai mentionnés plusieurs exemples. La désobéissance se conjugue actuellement avec la cause du vivant. Cette affinité est ancienne, elle remonte aux origines de la désobéissance civile, c'est-à-dire à son précurseur. Henry David Thoreau pourfendait le consumérisme, il dénonçait les besoins artificiels générés par « l'esprit commercial », il n'avait pas de mots assez durs contre la surexploitation des sols et la pollution des rivières. Il prônait la « pauvreté volontaire » et considérait que « plus on a d'argent, moins on a de vertu ». Joignant les actes à la parole, le 4 juillet 1845, jour de la fête d'indépendance nationale, il prit congé de ses contemporains en s'installant, pour deux ans deux mois et deux jours, dans une cabane en bois qu'il avait bâti de ses mains auprès de l'étang de Walden, à distance de la ville de Concord et de son agitation. Dans cet havre de paix, Thoreau s'affranchit des deux injonctions sociales les plus pressantes : consommer et travailler ! Nous savons combien la consommation rime facilement avec le superflu, la quête de distinction, la soif de profit, l'aliénation et la dégradation de soi comme de son environnement. Dans son journal personnel, Thoreau y consacra dizaines de pages virulentes, d'une grande qualité littéraire et d'une puissance d'éveil considérable sur ses lecteurs.

En parallèle, Thoreau insistait sur les méfaits du travail, non pour prôner l'oisiveté ou la fainéantise – Thoreau était très actif, il marchait plusieurs heures par jour, collectait des milliers de spécimens végétaux, cultivait son potager, aidait des esclaves fugitifs à rejoindre le Canada, lisait énormément, rédigeait des poèmes, donnait des conférences sur des thèmes philosophiques – mais pour souligner combien il est indigne, pour un individu, de s'adonner à une tâche au seul motif qu'on lui verse un salaire en contrepartie. Effrayé par cet esprit boutiquier, Thoreau en appelait à notre faculté de juger. Quand le travail consiste à administrer des coups de fouet ou à abattre une forêt, ne devrait-on pas s'en abstenir ? Et, au-delà de ces tâches iniques, combien de métiers se révèlent profondément inutiles ? En 1854, dans une conférence significativement intitulée « Gagner sa vie », Thoreau remarquait : « Dans leur grande majorité, les hommes se sentiraient insultés si on venait leur proposer de jeter des pierres par-dessus un mur et de les renvoyer ensuite de l'autre côté, dans le seul but de gagner leur salaire. Nombreux sont cependant ceux qui, à présent, ne sont pas employés d'une façon plus utile ». Un siècle et demi plus tard, nous sommes englués dans la même

absurdité des *bullshit jobs*, comme nous l'apprend l'anthropologue David Graeber, qui a constaté que 30% des salariés considèrent que leur emploi est au mieux vide de sens et sans réel intérêt, au pire nuisible à la collectivité. Qu'il est rageant de penser que tout ce temps, cette énergie et cet argent inutilement dépensés – dans les secteurs de la finance, de la publicité, du management, de la bureaucratie – pourraient être réaffectés vers des domaines dont la valeur écologique et sociale est évidente – l'école, la santé, les transports, la transition énergétique – pour tout le monde, sauf pour ceux qui gouvernent.

Désobéir pour le vivant, comme le montre le cas de Thoreau, ce n'est donc pas uniquement transgresser une loi manifestement injuste ; par exemple, celle promulguée en 1850, qui oblige tout citoyen américain à dénoncer aux autorités les esclaves fugitifs ou, plus proche de nous, les dispositions qui interdisent de porter secours au migrant qui se noie en Méditerranée ou qui dort sous un pont en bas de chez soi. C'est aussi adopter une forme de vie en dissonance avec la rationalité dominante, qui nous dicte les mêmes préceptes qu'à l'époque de Thoreau : travailler et consommer, c'est-à-dire *dé-penser*, au triple sens du terme (comme est belle et tragique la polysémie de ce verbe) : dépenser toute son énergie au travail, au point de rentrer à la maison fatigué, exténué voire brisé ; dépenser son argent dans des biens dérisoires qui nous font oublier de manière provisoire l'insignifiance de nos existences ; enfin, arrêter de penser, abdiquer notre esprit critique. Cette rationalité est dominante mais pas hégémonique. D'autres formes de vie sont possibles, où la pensée ébranle les dogmes, où l'action met fin à la soumission, où penser et agir vont de pair. Dans ces interstices de liberté, vivre et désobéir ne font qu'un. Il ne s'agit plus désobéir pour défendre le vivant mais de désobéir parce que désobéir, c'est vivre. Désobéir, c'est *se sentir* vivre, c'est retrouver le goût, la texture, la chaleur et la saveur de l'existence dans un monde anesthésié, dans une société de morts-vivants. Le désobéissant serait ainsi le seul être en vie au milieu des zombies. Mais n'ayons pas peur pour lui. La vie, comme la joie, est une force contagieuse. Il se pourrait même que nous soyons déjà contaminés.

Manuel Cervera-Marzal, été 2019